

Chroniques éditoriales 14

La réalité autrement

Epoque Chirac - 2004

Didier Reuter

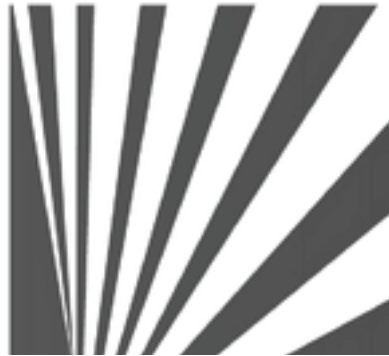
La réalité autrement

Chroniques éditoriales
de Mitterrand à Sarkozy
1991 - 2012

Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023701760

1€

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Préface

Alors que beaucoup d'événements se sont déroulés en France, il existe une troublante similitude entre le début des années 1990 et celles des années 2010. Il est effarant de constater comment la réalité d'aujourd'hui est presque identique à celle d'hier sur de nombreux sujets sociétaux. Il semble même que les problématiques se répètent en boucle malgré toute l'agitation politique et médiatique de ces deux dernières décennies.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les chroniques éditoriales bimestrielles de D. Reuter réalisées en tant que journaliste et éditorialiste au sein du Journal des Professionnels (JdP) entre 1991 et 2012. Chaque texte détient un sujet ou un message court, synthétisé et ciblé de nature économique, sociale ou sociétale, pouvant servir de mémoire historique ou, du moins, de référence en terme d'observation et de perception citoyenne. Par leur clairvoyance et leur vision globale un grand nombre d'éditos apparaissent comme précurseurs des changements intervenus les années suivantes et sont, aujourd'hui encore, d'une actualité surprenante.

En associant des prises de positions claires et affirmées à des faits datés, listés et/ou expliqués (chroniques), l'intérêt de cet ouvrage est de former une véritable littérature sociétale décryptant la réalité autrement. C'est la raison pour laquelle ces chroniques éditoriales ont beaucoup de force, de saveur et de pertinence, en essayant d'expliquer le «verso» perçu, observé et compris par le citoyen de base, face au «recto» politique et médiatique de certains événements ayant parcouru et secoué la société française pendant 20 ans.

Chacun de ces petits textes introduit une réflexion forte permettant de mieux comprendre que, derrière l'apparence des faits et celle d'une réalité dite démocratique, tout un monde non visible s'agite pour en contrôler constamment les limites. Bien que «*Penser c'est dire non*» selon l'écrivain Alain, il est clair que pour gagner des avancées en matière sociétale, il faut se battre pas à pas, dire clairement les choses et résister absolument !

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

65. LA SOUS-CULTURE DES STATISTIQUES

Sujet : La perversion des chiffres officiels

L'usage massif des statistiques politiques et économiques fait que nous assistons à une nouvelle forme de manipulation des masses via l'amplification donnée par les grands relais médiatiques complaisants. Il s'agit certainement de l'un des plus grands fléaux sous-culturels modernes en terme de conditionnement et de formatage des esprits, comme de contrôle politique des populations via les systèmes d'information. Pour le philosophe et savant Leibniz **«La statistique est la forme la plus perfide du mensonge»**. Cet homme sait de quoi il parlait, puisqu'il fut l'inventeur d'une pensée logique et mathématique en créant, dès 1676, le calcul infinitésimal ainsi que les notations de la différentielle et de l'intégrale. Depuis longtemps utilisé par le monde scientifique comme modèle d'analyse, le calcul statistique a représenté un formidable outil de prévision. De ce fait, il a rapidement envahi le monde économique via l'économétrie, les ratios de résultat et les tendances prévisionnelles dans les applications financières, comptables, de gestion et commerciales. De manière concomitante, le pouvoir politique l'a asservi sous forme d'instrumentalisation visant à mieux comprendre, suivre et anticiper les mouvements macro économiques, sociologiques, démographiques, industriels, sociaux et décisionnels.

En cela, il est possible de dire qu'il existe 2 grandes lectures «mathématique» des statistiques :

1. L'usage «scientifique» qui utilise les statistiques comme un outil d'analyse favorisant la compréhension des phénomènes par le regroupement de données d'observation relatives à un groupe d'individus ou d'entités distinctes, en définissant des tendances «moyennées» de fonctionnement ou de comportement ou encore, en élaborant des modèles probabilistes autorisant des prévisions pour élaborer des solutions et/ou prendre des décisions adéquates.

2. L'usage «politique» des statistiques qui tend à figer une situation donnée en prenant une photo à un instant t de la réalité induisant, de ce fait, une forme de raisonnement d'appréciation à la fois stéréotypé et prédéfini dans sa signification. Par extension, la statistique «politique» tend à créer puis à s'approprier une «logique du résultat» prenant appui sur l'objectivité «apparente» du chiffre. Sachant, d'autre part, que le chiffre obtenu correspond forcément à un résultat positif ou négatif au regard des actions menées, il s'agit alors d'utiliser le couple raisonnement/statistique (chiffre + résultat) comme une vérité révélée applicable à tous. Cette seconde approche apparaît éminemment perverse puisqu'elle réintroduit une forme moderne de manichéisme moral et décisionnel entre deux tendances opposées dans le résultat obtenu (positif/négatif, favorable/défavorable). Une pratique qui souhaite objectiver le résultat obtenu en prenant appui sur une date ou une situation antérieure jugée comme base crédible de référence. Une référence d'ailleurs le plus souvent cautionnée par le système, ou rejetée par lui, selon les intérêts à promouvoir ou à défendre.

La perversion des chiffres officiels

Dans le monde moderne tout et n'importe quoi peut faire l'objet de statistiques, faisant que «l'approche statistisée» tend de plus en plus à s'imposer au détriment de l'approche critique et intuitive. Ainsi la perversion est atteinte dès lors que l'usage politique et/ou tactique des chiffres permet d'amplifier, minorer ou d'occulter, les taux et pourcentages en fonction du résultat obtenu dans les actions sociétales ou politiques menées. Ainsi d'une étape initiale d'analyse des données et de prévision de tendances destinées à y voir plus clair, les statistiques sont devenues par le jeu «politicien» un instrument coercitif de jugement des faits, d'influence des esprits et d'orientation des comportements, dans le sens voulu des intérêts du pouvoir en place.

Pour faire court, la statistique a remplacé le raisonnement discursif, alors que dans le même temps le résultat affiché contribue à dessiner une réalité cadrée et imposée face à une réalité indomptable bien plus complexe et contradictoire. Il ressort de cette confusion des genres que l'individu lambda soumis aux apparences d'une logique simpliste, mais mathématisée, ne sait plus faire la différence entre ce qu'il entend ou voit et le caractère complexe du problème soulevé. Pour lui, et au premier degré, la statistique résume correctement la situation puisqu'elle est mathématique et se traduit par un chiffre précis, donc prend une forme objective par conséquent relève du vrai. Toute la **perversion statistique des chiffres** se résume ainsi dans l'usage politique orienté qui, traduisant l'évidence immédiate de la

raison du chiffre, induit l'impossibilité de prouver le stratagème, la manoeuvre ou la stratégie s'activant derrière. Le pire est que, sans discernement chez l'individu adulte, cette association entre précision mathématique et traduction orientée de la réalité agit directement sur la raison, par conséquent sur la conscience donc sur le comportement du plus grand nombre.

Le paradoxe des statistiques

Sous l'angle de l'approche et de la lecture des statistiques, il convient d'avoir toujours présent à l'esprit que :

. **Toute statistique** est vraie sous l'angle de son calcul immédiat mais aussi que toute statistique est fautive dès son énoncé en ne fixant qu'une moyenne théorique et virtuelle au sein de ses propres données, laquelle ne peut représenter au mieux qu'une image figée et/ou ciblée de la réalité et non la complexité sous-jacente de cette même réalité en ne prenant pas en compte la grande diversité et/ou variabilité des entités considérées en soi.

. **Toute statistique** peut être objective dans sa volonté de photographier à un instant t la réalité des choses, mais toute statistique reste foncièrement imparfaite, fautive, perverse et/ou partisane en orientant la compréhension globale de la réalité sous l'angle d'un éclairage simpliste et trop généraliste ou, au contraire, trop ciblé, focalisé, partiel (donc non parfait) par la force de la représentation monolithique du chiffre.

. **Toute statistique** relève du droit naturel à l'information par la garantie de l'exécution d'un calcul «scientifique» propre à cerner le contour de la réalité du phénomène observé, mais toute statistique induit par sa présence dominante et/ou exclusive le ferment d'une désinformation possible sur d'autres aspects masqués ou volontairement occultés de cette même réalité.

Dès lors les principales exagérations dans l'usage courant de la statistique concernent les équivoques suivantes :

. La période de référence utilisée dans la statistique est souvent éloignée du présent immédiat, ce qui induit une confusion en projetant de manière inadéquate hier dans aujourd'hui (à partir de plus de 1 à 3 ans les données deviennent suspectes).

. Les données prises en considération ne représentent souvent qu'un échantillon représentatif y à un moment t portant sur un nombre limité de données x . La réduction de la réalité à xy^t est donc porteuse d'une représentation imparfaite de la réalité d'ensemble (z), sauf à considérer que tout se passe toujours de manière parfaitement linéaire, automatique et totalement prévisible entre l'instant t et l'instant t' pour l'ensemble de ces mêmes données xyz .

. Tout angle statistique utilisé est forcément sélectif et ciblé en mettant en lumière certains aspects comme en mettant inévitablement dans l'ombre d'autres aspects (ex. approche sur 30% du problème masquant ainsi les 70% restants ou inversement).

. L'intervention humaine et/ou politique tend naturellement à privilégier des aspects distincts, motivés par un intérêt précis à les présenter ainsi, conduisant à masquer volontairement d'autres aspects jugés gênants ou moins maîtrisables.

En résumé, si l'invocation de la raison du chiffre tend à se substituer à la raison tout court, c'est que l'individu pense de plus en plus mal en se réfugiant derrière les apparences commodes du fait chiffré. Ce phénomène est d'autant plus inquiétant que la lecture immédiate des statistiques est influencée par la politique de résultat du pouvoir en place et, que le citoyen lambda s'en accommode par facilité, faiblesse d'esprit et/ou manque de courage à s'y opposer par le jugement critique et le discernement.

66. SOUHAITS CITOYENS UTOPIQUES

Sujet : Utopie : vision d'une société idéale et imaginaire

L'utopie d'aujourd'hui est la réalité de demain. Aussi à partir de 2004 et pour les années suivantes ce serait bien...

- . **Que le citoyen** ose vivre pleinement sa vie, s'affirme dans l'action, dans l'entreprise et dans la prise de risque motivante et maîtrisée (création/reprise d'entreprise, changement de métier, d'emploi...).
- . **Que le citoyen** devienne de plus en plus exigeant et réactif face aux aspects liberticides des mesures et des programmes gouvernementaux, territoriaux et locaux, en ne se laissant plus «embarqué» et manipulé par les discours politiques ;
- . **Que le citoyen** sache utiliser les médias alternatifs comme l'Internet pour s'exprimer, revendiquer, faire des contre-propositions, contester..., à condition toutefois d'être constructif, utile et positif ;
- . **Que le citoyen** exige le respect dû à son intégrité humaine, morale et intellectuelle, lorsque l'on s'adresse à lui dans la rue, sur les routes, au travers de son écran de télévision, dans les administrations ou dans son entreprise.
- . **Que le citoyen** votant, ou que celui qui s'abstient de voter par refus volontaire du jeu politique actuel, ait la possibilité de voir émerger de nouveaux programmes politiques «citoyens», ainsi que de nouveaux hommes et de nouvelles femmes au pouvoir à la fois «développeurs» de projets citoyens, sans ambition carriériste, sans marquage politique conservateur ou idéologique et surtout, qui sachent parler d'un avenir motivant et «évolutionnaire».
- . **Que les citoyens** que nous sommes tous puissent reprendre une place centrale et déterminante au sein du système (Etat, administration, institutions, collectivités territoriales...) égale ou supérieure à celle représentative et «technique» de l' élu mandataire.

En attendant le miracle démocratique, et très loin de l'utopie, il est toujours rassurant de constater que l' élu et le politique passent, alors que le citoyen reste !

2004 - D. Reuter

67. LE BAZAR DES LISTES EUROPÉENNES

Sujet : Passer au-dessus de la représentation parlementaire

Malgré le nouveau découpage électoral en 8 grandes régions françaises, la représentativité citoyenne française est toujours aussi ridicule dans un état démocratique comme la France. En admettant que la quinzaine de formations politiques et non politiques actuellement représentées sur les listes européennes du 13 juin (PC, PS, PR, Verts, UMP, UDF, MPF, RPF, FN, MNR, CNPT, LO/LCR, PT, 100% altermondialiste, France d'en bas et autres petites listes) regroupent ensemble et «à tout casser» 2 millions de militants et d'adhérents de coeur, qu'en est-il des 40 autres millions de votants qui ne se reconnaissent nullement dans telle ou telle liste, sauf par affinité «forcée» de choix au moment de la bipolarisation du vote ?

Depuis 1979, le Parlement européen (censé représenter l'ensemble des citoyens d'Europe) était composé de députés issus d'une **cooptation** au sein des Parlements nationaux, un système qui n'apportait pas ou peu de respiration démocratique et ne faisait que renforcer la nette autorité des partis politiques dominants sur les desseins de l'Europe. En d'autres termes, les leaders politiques nationaux encourageaient, via leurs députés européens, des consignes de parti au sein même du fonctionnement européen. Schématiquement, l'Europe politique reflétait en partie le prolongement des politiques nationales au pouvoir comme dans l'opposition.

Actuellement, et sous l'influence de Valéry Giscard d'Estaing, les actuelles élections européennes reposent sur une pluralité de listes nationales éligibles au suffrage universel et à la proportionnelle, ce qui permet d'offrir une petite **respiration démocratique** ainsi qu'une meilleure représentativité de l'opinion publique. Toutefois, il faut bien reconnaître que cette diversité de listes ne profite guère à l'enrichissement du débat nécessaire sur l'Europe citoyenne. Un débat qui, en France, ressemble davantage à un règlement de compte national destiné à sanctionner la politique gouvernementale, au demeurant largement mérité. Il semble qu'au final, ce schéma n'apparaisse pas vraiment plus sain que le précédent !

La première question est donc de savoir, quelle véritable contribution le «génie» du peuple français (et celui des autres peuples d'Europe) apporte-t-il à la construction européenne, hormis celle de voter pour des mandataires pris le plus souvent dans le personnel «professionnel» local de la politique ?

La seconde question, face à une opinion publique largement influencée, canalisée et plombée dans ses choix de vote par l'omniprésence médiatique des grands partis dominants, est de se demander quand allons-nous véritablement assister à une représentation démocratique issue du corps bénévole et anonyme des citoyens sans aucune étiquette de politique politicienne ?

La troisième interrogation est de savoir si nous allons voir un jour émerger un Grand Parti des Citoyens ni de droite ni de gauche, ni d'extrême ceci ou d'extrême cela, mais avec un programme de développement clair, détaillé et précis. Un programme édifiant un avenir d'«Europe des citoyens» et non un avenir d'Europe politique toujours aux mains des mêmes sempiternels partis dominants dont on connaît, hélas trop bien, les limites ?

Et si l'avenir passait par le parlement européen ?

Si dans les élections européennes de 2004 il n'existe aucun véritable débat sur l'avenir des citoyens au sein de l'Europe, mais principalement des ambitions personnelles et des discours convenus et récurrents, cela est à la fois dû aux modes de scrutin et à la politisation excessive des élections. Néanmoins les choses étant ce qu'elles sont, il convient de réfléchir pour les 5 prochaines années à la meilleure façon de mobiliser les nouveaux députés européens sur des questions de sens intéressant directement la vie du citoyen éduqué, compétent et adulte.

S'il ne semble pas vraiment possible de faire évoluer qualitativement les mentalités et le progrès sociétal en France comme dans d'autres pays, c'est que cela reste dû aux pesanteurs institutionnelles, administratives, technocratiques, ainsi qu'aux stratégies politiques des partis enfermées dans un jeu et

un système foncièrement bipolaire et conservateur. Aussi, peut-être est-il temps d'utiliser le Parlement européen pour agir de manière latérale et transverse à l'amélioration de la condition du citoyen, en marge des Parlements nationaux souvent trop inféodés aux partis dominants en place, afin de faire vraiment évoluer les mentalités et le progrès sociétal ? Peut-être qu'en utilisant habilement la proximité régionale des nouveaux députés européens est-il envisageable d'élaborer avec eux des programmes de développement «made in citoyen» ? Après tout, l'intelligence, la force de proposition, la lucidité et le bon sens existent autant dans la masse hétérogène de la population que dans l'élite d'Etat formatée à l'Ena, X, Centrale, Inspection des Finances et autres grandes écoles très surévaluées en terme de performance intrinsèque dans la personnalité des hommes.

Pourquoi donc ne pas réfléchir collectivement et proposer des options de **pure Démocratie Citoyenne** dans certains registres tels que :

- . Démocratie locale et nationale appliquée
- . Liens et relations professionnels au travail
- . Rapports avec les administrations
- . Information médiatique
- . Maîtrise routière
- . Solidarité de proximité face notamment aux grandes catastrophes, etc.

Il s'agirait d'apporter du sang neuf en coeur de société avec de nouvelles applications et contributions plus offensives et plus avancées, montrant à quel point beaucoup d'usages «phares» sont dépassés, ringards et handicapants.

Pour cela, arrêtons d'abord de tout déléguer à l'Etat, aux élus politisés et aux responsables des institutions locales, en acceptant ainsi passivement de devenir de véritables assistés sociaux et des demi-citoyens dociles amputés d'une énergie d'action, d'initiative et surtout du pouvoir de dire NON !

2004 - D. Reuter

68. LA VIE DEVIENT DE PLUS EN PLUS DURE !

Sujet : Lorsque la pression devient insupportable pour les classes moyennes

Contrairement aux flots de messages publicitaires qui vantent sans cesse que tout va bien pour l'usager, que tout baigne pour le citoyen et que le consommateur est un grand chanceux. Contrairement aux discours politiques et territoriaux récurrents de contentement et d'autosatisfaction sur l'état positif de leur gestion. Contrairement aux émissions TV qui font voir la vie en rose et en paillettes. Contrairement à l'imagerie du **Kâmasûtra** qui fait croire que le plaisir et l'orgasme relèvent de 100 positions bien précises..., la vraie vie est, elle, de plus en plus dure dans notre société actuelle.

Dans l'intimité et l'anonymat de la plupart des ménages comme chez les célibataires, le quotidien des journées, des semaines et des mois est devenu un véritable combat de l'ombre. Sous le feu ininterrompu des exigences, pressions et contraintes provenant de l'Etat, des pouvoirs publics et de la société en général, il s'agit plutôt pour chacun d'aborder l'existant comme un plan de bataille permanent. Qui aujourd'hui n'est pas directement concerné par un stress fatigant et/ou démoralisant au travail, par un coût de la vie pompant le principal des ressources durement gagnées, par des problèmes récurrents d'argent avec sa banque, par une asphyxie fiscale plombant régulièrement les finances et/ou par des problèmes administratifs et/ou judiciaires permanents résultant d'une paperasserie étouffante ?

Il semble bien que tout fonctionne comme si les institutions s'évertuaient à tisser une toile de contraintes toujours plus fine réduisant d'autant les libertés, les capacités d'agir et même le droit au plaisir et à la sérénité pour chaque individu. Il existe, bien sûr et fort heureusement, de nombreux dérivatifs et bons côtés (confort, technologie, santé, RTT, loisirs, vie sentimentale et familiale...). Pourtant, il semble bien qu'un **déséquilibre chronique** se soit installé dans l'esprit même des gens, dans la chimie du cerveau ainsi que dans les comportements relationnels, rendant constamment instable la qualité de vie et fugaces les moments de pure jouissance de l'instant. Là encore, tout fonctionne comme si la charge des contraintes et des devoirs à vivre en société était devenue majoritairement dominante face aux droits et aux libertés à exister pour soi-même.

Le mal-vivre sociétal

Dans le fait quotidien, le problème est même accentué par l'addition ininterrompue de nombreux petits soucis et autres harcèlements pernicious, insidieux et liberticides de nature à pourrir constamment la vie des gens tels que : les tensions et les agressions permanentes sur le lieu même d'exercice de ses activités de vie (travail, route, habitation, quartier, scolarité, formation, magasins, loisirs...) faisant que, aujourd'hui, peu d'espaces échappent véritablement au stress, à la tension nerveuse, à la frustration, à l'énerverment, à l'agressivité, au mal être. Toute la population, notamment sa partie la plus importante dite des «classes moyennes», qu'elle soit au chômage, active, étudiante ou retraitée, souffre de multiples carences et frustrations dans l'expression naturelle de ses attentes légitimes. Qu'il s'agisse de maux psychologiques, de blessures morales, de douleurs psychiques ou de privations matérielles et corporelles, il en résulte un cumul effarant de charges et de poids à supporter sur les épaules de chacun.

Il faut être sacrément solide mentalement et/ou fortement motivé, ou à l'inverse étrangement docile, rangé, inconscient, assisté ou béni par l'héritage, les revenus professionnels et la chance, pour résister à l'augmentation croissante de cette **pression sociétale**. Une pression qui, par habitude, reste supportable mais qui se révèle extrêmement dure et inhumaine dès l'apparition du moindre relâchement, de la moindre faiblesse, difficulté économique, problème de santé et/ou erreur en tant qu'usager, contribuable ou administré.

Même la fausse impression sécurisante de détenir un patrimoine, une épargne et/ou un pouvoir d'achat, un rôle social, une notoriété, un pouvoir et/ou une autorité, ne protège en définitive de pas grand chose. La réalité des rôles sociaux et économiques est devenue d'autant plus fragile qu'elle repose davantage sur l'extraordinaire capacité à subir, à dire non et/ou à ne rien faire, que sur la courageuse et engagée affirmation à dire oui et/ou à passer par soi-même à l'acte !

Etre résilient c'est bien mais encore faut-il que les conditions s'y prêtent. Aussi, contrairement à ce qui devrait être, plus la vie devient dure à supporter, plus les gens glissent sur une ligne de plus grande pente à dire NON à leurs attentes profondes, NON à la réalisation affirmée de leurs potentiels, NON à la concrétisation de leurs rêves, NON à eux-mêmes et NON aux autres !

2004 - D. Reuter

69. OÙ VA LA LIBERTÉ D'EXPRESSION ?

Sujet : Le grand Monopoly médiatico-économico-politique

Lorsque le modèle économique des grands médias et leur exigence de rentabilité commerciale et financière implique d'aller vite, la plupart d'entre eux préfèrent opter largement pour le «prêt-à-diffuser» des communiqués de presse cousus main et/ou en provenance de sources connues et institutionnelles. Ils privilégient également tous les articles et messages confortés par les sondages et/ou les grandes tendances du moment, dès lors que ceux-ci sont bien en phase avec l'opinion publique permettant ainsi de faire de l'audience, par conséquent de la publicité.

Lorsque 8 fois sur 10, dans les débats et le traitement de l'information, les grands médias nationaux TV, presse et radio, essaient de peser lourdement sur l'opinion publique dans l'orientation et le grossissement de certains faits de société ou à l'occasion des batailles électorales, cela suppose parallèlement un lourd silence complice sur beaucoup d'autres sujets certainement aussi importants dans la demande d'informations complètes et de prise de conscience pour le citoyen lambda.

Lorsque le gouvernement favorise expressément TF1 et M6 grâce à la loi du 3 juin 2004 dite «paquet télécoms» en ouvrant les vannes publicitaires pour M6 à l'occasion de ses décrochages régionaux, tout en accordant la possibilité aux 2 opérateurs de posséder autant de chaînes locales qu'elles le souhaitent faisant ainsi que le pouvoir politique bénéficie, en retour, d'une large couverture et médiatisation télévisuelle, comment ne pas penser à une énième combine «politico-médiatique» de manipulation des masses ?

Lorsque le principal de l'édition et de la diffusion des livres et des contenus culturels, ainsi que l'actionnariat dominant des journaux et des magazines nationaux se concentrent majoritairement entre les mains de seulement 3 hommes influents de droite : Serge Dassault via la Socpresse (L'Express, le Figaro, L'Expansion, Valeurs actuelles, Le Spectacle du monde, Le Journal des Finances, La Voix du Nord, Le Progrès, Le Dauphiné libéré, Le Courrier de l'Ouest...) ; le Groupe Lagardère, N°1 de l'édition française (Grasset, Calmann-Lévy, Stock, Fayard, Armand Colin, Hâtier, Hachette Jeunesse, Le Livre de Poche, Larousse, Harlequin, Dunod Dalloz, Elle, Paris-Match, Télé 7 jours, Le Journal du Dimanche, Europe 1, Europe 2, RFM, CanalSatellite, chaînes TV thématiques, réseau de diffusion Virgin, Relay...) ; et Wendel Investissement (société d'Antoine Sellière, patron du Medef) dorénavant N°2 de l'édition française avec la propriété d'Editis (Robert Laffont, Le Robert, Quid, Bordas, Nathan, Plon-Perrin, Presses de la Cité, Pocket, Fleuve Noir...), la question est de savoir si la libre économie de marché n'interfère pas là sur la libre production culturelle et la libre expression nationale dans une tendance à encadrer et à orienter à la source même des contenus et des auteurs ?

Aussi avec une telle concentration en si peu de mains, il est essentiel de se demander si derrière tout cela ne se profile pas une stratégie de formatage des esprits et/ou d'orientation permanente de l'opinion publique en faveur de certains desseins au profit exclusif, dans notre pays, des valeurs morales et politiques de droite ?

Au regard de ce grand Monopoly «médiatico-économico-politique», il semble bien qu'aujourd'hui la liberté de la presse ne rime plus vraiment avec diversité et objectivité mais avec orientation partielle et délibérée de l'information !

70. «LA CHIRAQUIE POLITIQUE A-T-ELLE DÉPASSÉ LES BORNES ?»

Sujet : Les errements en politique intérieure et internationale

Pourquoi est-ce que l'on assiste toujours à ce que l'on ne veut pas voir ? Pourquoi est-ce que c'est très souvent le contraire de ce que l'on voudrait faire qui se réalise ? Pourquoi la fatalité du non changement s'impose-t-elle en force devant la volonté de changement ? Pourquoi répète-t-on toujours avec assurance les mêmes erreurs ? En politique, il semble que ce soit devenu une raison d'être et d'agir que de ne jamais rechercher la ligne droite quand on peut faire autrement !

«*La chiraquie politique a-t-elle dépassé les bornes ?*» c'est le slogan actuellement utilisé par les «patriotes» de la Côte d'Ivoire pour demander le départ des militaires et le retrait de la présence française dans ce pays. En France, en observant depuis 2 ans les différentes initiatives provenant de la politique chiraquienne, il est légitime de se demander si la Chiraquie politique (nouveau système «technoféodal» associant autocratie et esprit jacobin) n'a pas dépassé les bornes ? C'est du moins ce que pensent la plupart des observateurs impartiaux et autres éditorialistes lucides dans le cadre d'un premier bilan politique et économique, avec un tableau apparaissant bien plus contrasté de défiance que rose de confiance. Exemples de quelques grands thèmes politiques contestables dans leurs méthodes :

Politique internationale :

- . Politique européenne autoritaire et léonine vis-à-vis des 10 derniers membres de l'Union européenne
- . Politique internationale carrément anti-américaine privilégiant une opposition sourde et constante, via les médias, à la direction actuelle des Etats-Unis détériorant ainsi gravement l'image de la France dans une grande partie de l'opinion publique américaine sans compter les conséquences économiques.
- . Zéro politique dynamique en Irak sans doute influencée par les anciens liens privilégiés entretenus par la France avec l'ancien dictateur et son système.
- . Politique pro-palestinienne du fait de liens privilégiés entretenus avec l'ancien autocrate terroriste et prix Nobel de la paix décédé récemment.
- . Politique pro-arabe au Moyen et au Proche-Orient ne reposant sur aucun fondement culturel, économique et/ou diplomatique qui soit garanti fiable et pérenne tout en prenant le risque de s'opposer à Israël.
- . Rapprochements de circonstances avec la Russie et la Chine se servant intelligemment de la France dans leur lutte idéologique anti-américaine.
- . Gestion critiquable du problème ivoirien depuis les accords de Marcoussis.
- . Discours nationaux et internationaux de plus en plus grandiloquents, solennels et théâtraux, mais contredits immédiatement par les faits et les actes (effet girouette et contradiction chiraquienne permanente).

Politique intérieure :

- . Valse à 2 temps dans un grand nombre de mesures gouvernementales fondées d'abord sur des effets d'annonce puis sur des renoncements sous la pression des lobbies et des minorités agissantes.
- . Marginalisation de Matignon par la Présidence (les principales décisions ministérielles se prennent à l'Elysée).
- . Fiasco annoncé de la décentralisation avec le divorce actuel entre le gouvernement et un certain nombre de maires de France.
- . Série de mesures «grand spectacle» en matière de sécurité, d'économie et de fiscalité, toutes largement opportunistes et orientées dans le sens du vent et de l'opinion publique française, sans véritable grand projet d'avenir.
- . Médiatisation outrancière du politique, du président et des actions du gouvernement dans les médias TV et radio devenus soit idiots ou candides, soit des outils complices objectifs de la propagande d'Etat.
- . Non prise en compte de la volonté du peuple français après les 2 raclées électorales du printemps 2004 dans un autisme démocratique qui utilise la propagande comme moyen de gouverner.

- . Main mise et verrouillage du système chiraquien, via l'UMP, sur tous les postes clés de la société civile, ainsi que dans les 2 grandes assemblées (Parlement et Sénat).
- . Recrudescence de lois, décrets et mesures liberticides dans le cadre d'une reprise en main autoritaire et morale de la société civile (pratique routière, alcool, cigarette, vie en collectivité, contrôle administratif, fisc, valorisation des forces de l'ordre...).
- . Augmentation des prélèvements fiscaux et sociaux avec petites baisses hautement médiatisées ici et fortes hausses indirectes là (non prise en compte de la taxe flottante dans la TIPP, alourdissement des impôts locaux sous l'effet de la décentralisation, pluie de PV et d'amendes routières...).

En fait, dans une véritable démocratie citoyenne, face à un tel premier bilan aux résultats aussi contestables qu'incertains dans leurs effets à terme, il devrait être normalement possible de se prononcer dans un référendum citoyen, même virtuel, de mi-mandat. La question posée serait alors de savoir s'il convient de continuer à miser sans rien dire sur une «équipe qui perd», ou si l'on exige à l'occasion du prochain cinquantenaire de la V^e **République en 2008** (seconde plus longue durée de l'histoire après la III^e République), que se profile à l'horizon la structure constitutionnelle d'une VI^e République beaucoup plus orientée «démocratie citoyenne» et non plus «démocratie de système» comme c'est le cas actuellement.

2004 - D. Reuter

71. POURQUOI PAS UN «PRINCIPE DE PRÉCAUTION» CITOYEN ?

Sujet : Pour un article 11 à la Charte de l'Environnement

Alors que le projet constitutionnel de Charte de l'environnement voté par les 2 assemblées en juin 2004 doit être soumis à un référendum populaire (ou à un Congrès spécial réunissant les 2 chambres), il semble intéressant d'en profiter pour réfléchir au rôle moderne du citoyen face à la domination écrasante des institutions fortement politisées du système actuel. Car, à y regarder de plus près, il est symptomatique de constater comment durant toute cette dernière période d'existence de la V^e République, la plupart des mesures, décrets et lois techniques votés ont induit, derrière chaque nouveau droit légalisé, l'existence d'au moins 2 devoirs et/ou plusieurs obligations. En d'autres termes, si l'espace des libertés citoyennes s'est développé progressivement en quantité dans le champ du possible (pouvoir de faire beaucoup de choses), il s'est également réduit 2 fois plus vite dans le champ qualitatif du réel (règles, devoirs et contraintes à agir).

Cette **asymétrie liberticide** résulte d'un maillage législatif de plus en plus étroit, assorti le plus souvent d'une intention et/ou d'une vision politique à la fois rigide, autoritaire et/ou technocratique, principalement aux ordres partisans des partis dominants. Face à ce «cerclage» législatif, il semble grand temps d'apporter une solution technique à la fois simple et radicale, afin de redonner un espace de droit et d'oxygène démocratique à l'ensemble des citoyens. Pour cela, le mieux est de pouvoir annuler, par l'usage d'un droit constitutionnel (c'est-à-dire au-dessus des lois communes), toute mesure gouvernementale ayant une portée collective qui ne se valide ni par un principe de réciprocité pour le citoyen, ni par une contrepartie d'égale importance dans le droit et/ou qui importe un risque de «finalité négative» dans l'ordre existant, non prévu mais probable à moyen et long terme.

La méthode la plus simple et la plus rapide consiste donc à intégrer dans la Constitution française de la future VI^e République, le «**principe de précaution citoyen**» revu et corrigé s'appliquant à tous les grands domaines de vie en collectivité et, pas seulement, dans le but de museler les initiatives industrielles, économiques, sanitaires, environnementales ou scientifiques à risque. Il existe ainsi 2 domaines essentiels dans lesquels le citoyen doit pouvoir réaffirmer sa primauté en opposant de manière constitutionnelle le recours au principe de précaution. C'est l'administration judiciaire et les services de la fonction publique, dès lors que préexistent en leur sein des positions erronées, injustes et/ou insupportables pour le citoyen. Toutefois en attendant une «vraie» VI^e République plus citoyenne, l'opportunité se présente aujourd'hui concrètement avec la Charte sur l'environnement offrant, au-delà de ses 10 articles actuels, la possibilité d'intégrer un nouvel «article 11» ainsi libellé :

L'article 11

«Tout devoir ou obligation résultant de l'application de la présente Charte ne peut s'opposer à la liberté fondamentale d'expression, d'action et d'initiative propre à chaque citoyen, dès lors que ce dernier à titre individuel, ou en association, juge liberticide l'action ainsi menée dans son caractère de non opportunité environnementale, de non rendement écologique ou d'injustice humaine, sociale et/ou économique flagrante. Tout ce qui n'est pas clairement profitable à terme pour la collectivité et/ou pour les générations à venir, au regard des conséquences directes et indirectes prévisibles, doit pouvoir relever du principe de précaution appliqué à l'ordre judiciaire et administratif.»

2004 - D. Reuter